



<http://www.coopseurope.coop>

COOPERATIVES EUROPE
COMMON PLATFORM OF A REINFORCED
COOPERATION BETWEEN THE ICA-EUROPE AND
THE CCACE

Cooperatives Europe
Square Ambiorix, 32, Bte 2
1000 Bruxelles

+ 32 2 280 16 09

office@coopseurope.coop

14 Septembre 2005

REPONSE DE COOPERATIVES EUROPE A LA CONSULTATION DE LA COMMISSION SUR « PLAN D'ACTION DANS LE DOMAINE DES AIDES D'ETAT »

« Coopératives en Europe » est la nouvelle plateforme commune à l'ensemble des coopératives européennes. En effet, l'Union européenne, compte plus de 300.000 coopératives, représentant au minimum 4,8 millions d'emplois directs. Il s'agit d'un mouvement fortement ancré dans son tissu économique et social. « Coopératives Europe » coordonne les actions de l'Alliance Coopérative Internationale pour la région Europe (ACI Europe) et du Comité de Coordination des Associations de Coopératives Européennes (CCACE).

Coopératives Europe soutient l'objectif de la Commission de rationaliser la politique des aides d'Etat dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. Elle prend acte de la feuille de route des actions sur les trois étapes de la réforme et soutient l'idée de poursuivre les consultations sur les projets de texte plus détaillés en liaison avec les objectifs définis dans la présente communication.

Plus spécifiquement :

I- Coopératives et cadre d'action du nouveau plan d'action.

Les coopératives sont la preuve que l'on peut être des entreprises compétitives sur un marché parfois très concurrentiel avec un mode d'organisation démocratique en poursuivant un objectif de cohésion sociale. Elles contribuent également à la création d'emploi et à la lutte contre l'exclusion sociale et s'intègrent donc parfaitement dans le cadre du nouveau plan d'action.

Par leur membership et structure participative, elles contribuent à la consolidation du tissu entrepreneurial et à la mobilisation du capital humain. Les sociétés coopératives sont source d'emploi et d'initiative entrepreneuriale dans des régions défavorisées. Elles contribuent en ce sens à la cohésion territoriale.

La formule coopérative peut intervenir pour soutenir le fonctionnement de régulation du marché, avec des effets en termes d'efficacité, équité et cohésion, parce qu'elle peut :

- . corriger les défaillances du marché;
- . faciliter l'accès à des biens et/ou services à des personnes en difficulté sociale.

II- Les grandes priorités

Innovation :

« Cooperatives Europe » est d'avis qu'il convient de retenir une vision large de l'innovation, qui ne doit pas se limiter aux technologies de l'information ou de la communication (TIC) ou aux méthodes de production. Le fait d'apporter une réponse économique à des problèmes sociétaux, d'appréhender le marché avec de nouveaux modes organisationnels doivent également être pris en considération.

Meilleur environnement pour les entreprises :

La Commission dans sa révision de la Communication sur le capital-investissement devrait aussi tenir compte des difficultés des coopératives, et notamment des coopératives PME dans l'accès au capital risque.

« Cooperatives Europe » rappelle que la Commission dans sa Communication sur la promotion de la société coopérative européenne projette d'évaluer une référence spécifique aux entreprises coopératives dans les instruments financiers gérés par le Fonds Européen d'Investissements.

Investir dans le capital humain :

« Cooperatives Europe » rappelle que certaines initiatives coopératives menées dans le cadre de l'insertion par l'économie avaient été attaquées au nom de droit de la concurrence communautaire sur les aides d'Etat. Par conséquent, « Cooperatives Europe » soutient l'idée que des aides d'Etat pourraient être justifiées lorsqu'elles incitent l'engagement de travailleurs en difficulté.

Soutenir les initiatives des coopératives sociales pourrait ainsi consolider et améliorer leur contribution à la cohésion sociale, l'un des objectifs poursuivis par la présente communication.

Il convient également de préserver les interventions qui assurent la continuité de croissance et de l'emploi dans les coopératives de production et les projets de reprise d'activité par les salariés.

« Cooperatives Europe » recommande la prise en compte de ces éléments dans la révision des règlements d'exemption par catégorie relatifs à la formation et à l'emploi.

Services d'intérêt économique général de grande qualité :

« Cooperatives Europe » approuve l'idée de conditions spéciales pour les sociétés s'occupant de logements sociaux. La stratégie en cours de définition au sein de la Commission européenne devrait prendre en compte et conforter les régimes spécifiques d'aides à certains acteurs comme les coopératives d'Hlm, aides qui correspondent à la juste compensation de contraintes fortes liées à leur vocation sociale.

Simplification et codification de la réglementation - règlement d'exemption :

Dans le projet de règlement général d'exemption par catégorie, il faut tenir compte des objectifs de cohésion de certaines aides étatiques. A nouveau, pour les catégories d'aide destinées aux PME, « Cooperatives Europe » recommande une conception large de l'innovation.

Politique régionale :

Dans son processus d'évaluation des aides qui pourraient être justifiées hors région défavorisée, la Commission doit tenir compte de la dimension de cohésion territoriale offerte par les réseaux/groupements de coopératives.

III- Modernisation des pratiques et des procédures.

« Cooperatives Europe » soutient l'objectif de rationalisation et simplification des procédures et demande une plus grande rapidité des procédures.

Le recours à des autorités indépendantes pour assister la Commission à l'application des règles sur les aides d'Etat soulève des interrogations par rapport au caractère et statut et à la reconnaissance de ces autorités.

Contact :

Agnès MATHIS

a.mathis@coopseurope.coop